

<h1>1982</h1>	<p>Source : <i>La Revue nouvelle</i> N° 9 septembre 1982</p>
---------------	--

Liban: la tragédie et au-delà

Marcel Liebman

Par quel bout l'aborder, cette « affaire libanaise », cette tragédie, dernier épisode en date du conflit israélo-palestinien, enfin circonscrit à sa dimension longtemps dissimulée, celle d'un affrontement direct et exclusif de l'Etat hébreu avec le seul peuple entièrement spolié et nié par sa création et par sa politique ? Ce n'est plus la confrontation entre le « monde arabe », ses masses, son pétrole et ses cheiks et la « petite nation israélienne » ; voilà les Palestiniens, dans leur nudité, seuls devant Israël, lâchés par leurs « frères », abandonnés par des « alliés » qui ont finalement jeté bas le masque d'une solidarité généralement verbale, souvent trompeuse, et qui n'a empêché ni les manoeuvres, ni les intrigues, ni les massacres.

Par quel bout aborder ce drame à facettes multiples, si lointain et si présent et qui nous engage plus que tout autre, autrement en tout cas, qui nous bouleverse et nous trouble plus que de raison peut-être et certainement sur un plan et dans un registre où la raison a rarement trouvé son compte ? Faut-il retenir et, si l'on peut dire, privilégier l'aspect purement palestinien et s'interroger sur ce qu'est et sur ce que sera la revendication nationale des Palestiniens, sur l'avenir de l'OLP, mutilée par l'agression israélienne ? Examiner le devenir d'Israël dans et au-delà d'une guerre dont aucun de ses dirigeants mais beaucoup de ses citoyens ont contesté la légitimité ? S'interroger sur la politique de Reagan, sur le suzerain américain, secoué par son vassal sioniste, tout à la fois servi et compromis par ses initiatives guerrières, qui maugrée quelquefois et plie toujours, comme un géant enchaîné par un nain ? Dissserter sur la réaction impuissante de l'Europe, partagée entre la fascination qu'Israël continue d'exercer sur elle, l'intérêt traditionnel porté au Liban, ses velléités d'indépendance vis-à-vis des USA, et sa soumission de fait ? Et dans cette Europe où l'indignation est tempérée par la mauvaise conscience - toujours les fantômes d'hier (Auschwitz et l'Holocauste) qui justifieraient les cadavres d'aujourd'hui - et interrompue par les vacances, se pencher sur la « communauté juive », numériquement négligeable, mais culturellement et idéologiquement présente et, dans le cas des Etats-Unis, politiquement influente ?

Commençons par la fin, qui est peut-être la fin d'un mythe, encore que les mythes aient la vie longue et qu'ils résistent aux plus graves ébranlements, le mythe d'un Israël assoiffé de paix. pathétiquement en quête d'une reconnaissance qu'on lui refuse, acculé

quelquefois à une violence qui lui répugne, nation assiégée. rassemblement de persécutés qu'un environnement hostile, aveuglement et gratuitement hostile, s'acharne à repousser et à combattre. Cette guerre du Liban a été différente de celles que l'Etat hébreu, depuis sa création, en 1948, a menées contre ses ennemis. Fréquemment contre la réalité historique, on en avait retenu l'image d'une nation contrainte à l'héroïsme par la coalition de ses puissants ennemis, installée, pour ainsi dire, dans un courage qui était comme la condition de sa survie : David (David Ben-Gourion, David - Moshé - Dayan, et même David - Golda - Meir), étonnant le monde chaque fois qu'il terrassait Goliath. On ne s'est jamais beaucoup intéressé au pourquoi des guerres israélo-arabes. Il suffisait de penser aux héritiers d'Auschwitz, à l'apparente disproportion entre leur faiblesse (numérique) et la puissance de leurs adversaires pour conclure à la justesse de leur combat, aux vertus providentielles - et en tout cas miraculeuses - de leurs victoires. Les efforts de quelques-uns pour rétablir des vérités moins simples se heurtaient au scepticisme et, plus souvent encore, à l'indignation. A vouloir démonter la logique d'un conflit où, constamment, Israël se trouvait dans le camp occidental et quelquefois ouvertement impérialiste (son expédition militaire, de concert avec la France et l'Angleterre et dirigée, en 1956, contre l'Egypte coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez), à vouloir faire connaître le sort et jusqu'à l'existence des Palestiniens, on provoquait moins la surprise que le scandale. Et lorsque, avec le temps, les Arabes de Palestine sont sortis du néant où leur défaite - car la création d'Israël fut leur défaite - les avait acculés, leurs amis occidentaux ont eu toutes les peines du monde à nuancer l'image qu'on retenait d'eux : des terroristes seulement capables de fanatiques imprécations et de lâches attentats.

La fin d'une légende ?

Le conflit de l'été 1982 a mis à mal ces fausses évidences. Dix mille Palestiniens face à plus de cent mille Israéliens groupés dans la plus puissante armée de la région ; leurs fusils, leurs mitraillettes et leurs quelques tanks et canons face à l'arsenal sophistiqué d'Israël suréquipé sur terre, sur mer et dans les airs ; leur territoire envahi par une troupe conquérante : que reste-t-il du David sioniste et du Goliath arabe, sinon une inversion des rôles devenue, pour chacun, irréfutable ? Quant aux raisons invoquées par le gouvernement Begin pour une opération indécemment qualifiée « Paix en Galilée », elles n'ont pu convaincre que les partisans inconditionnels d'Israël, toujours disposés à tout accepter de sa part, à tout justifier, à tout applaudir. L'agression dirigée contre l'ambassadeur israélien à Londres et imputée, sans l'ombre d'une preuve, à l'OLP ? Tout indique qu'elle fut perpétrée par un groupe dissident de cette organisation et qui préparait également une tentative d'assassinat contre son représentant dans la capitale anglaise. La menace qui pesait sur les populations israéliennes voisines du

Liban ? Les chiffres sont là : depuis la conclusion du cessez-le-feu de juillet 1981, un (seul) Israélien a été tué au nord de la Galilée ; encore le fut-il au cours d'un bombardement palestinien répliquant à une attaque massive dirigée par Israël contre l'OLP. La trêve instaurée pendant l'été 1981 avait été respectée et avait assuré la sécurité des kibboutzim frontaliers.

Et malgré cela, ce fut l'attaque, présentée au départ comme une opération d'une portée (relativement) limitée : nettoyer (expression courante et banale, entrée, sans effraction, dans notre terminologie; mais, enfin, réfléchissez un peu sur son sens : on « nettoie » un terrain occupé par les Palestiniens comme on nettoie un trottoir sale, une maison encombrée de débris, une région infectée de vermines) le Sud Liban de la présence de fedayin qui font peser une menace sur Israël. Contre une menace de violence (jamais mise à exécution depuis près d'un an), la violence elle-même. Et quelle violence ! Elle se déchaîne au-delà de ses objectifs présumés : et avec le château Beaufort, citadelle militaire, c'est Tyr et c'est Saïda et avec ces villes combien de villages, bombardés et détruits ; des morts qui se comptent par milliers, des blessés qui ne se comptent plus ; le tout suivi par le siège de Beyrouth - Beyrouth affamé, Beyrouth assoiffé, Beyrouth violenté, nouveaux bombardements, nouveaux charniers, Beyrouth martyr. Tant de souffrances et tant de destructions ont-elles entraîné une destruction supplémentaire, celle d'une légende où Israël a fait figure de champion du Droit, résolu mais pacifique ? Un pronostic serait hasardeux, mais il y a des images dont on se débarrassera difficilement. Et pour ceux qui lisent, des déclarations qu'on n'oubliera pas de sitôt. Ainsi Menahem Begin, premier ministre faisant figure d'homme d'Etat et qui, s'adressant à un rassemblement de deux cent mille Israéliens, a qualifié les Palestiniens de l'OLP de « bêtes à deux pattes »¹. Et des faits qui dès lors, acquièrent une logique et qui, eux aussi, pourraient hanter les mémoires : le refus obstiné d'Israël de reconnaître aux combattants palestiniens vaincus le statut de prisonniers de guerre pour les traiter tous, collectivement, sans nuances ni discriminations, sans enquête ni jugement, comme délinquants, comme terroristes et comme criminels.

Non, tout cela ne constitue ni un nouvel Auschwitz, ni une réédition de Varsovie, ni un génocide (car il n'y a pas une entreprise *systématique* de liquider *physiquement* tout un peuple), ni un « holocauste » et toute comparaison avec les crimes des nazis révèle d'énormes différences entre la politique hitlérienne et celle de Begin. Mais l'accumulation des forfaits accomplis par Israël et leur révélation par des médias qui ont secoué la complaisance et l'admiration béates qu'ils accordaient à l'Etat hébreu, tout cela est nouveau et cela pourrait être durable. Il y a là une réalité qui dérange toujours et qui indignent souvent et que les communautés juives elles-mêmes n'ont pu ignorer.

¹ Termes reproduits textuellement dans *Libération* du 19-7-1982.

Des protestations juives

Dans la mesure où elles sont les seules institutions qui parlent au nom des Juifs dans le monde occidental, ces « communautés » ont toujours exprimé l'adhésion *totale* acquise par l'Etat israélien auprès de la dizaine de millions d'hommes et de femmes disséminés sur la planète dont il se prétend le représentant. Plus qu'une adhésion, une allégeance, revendiquée à Jérusalem comme un droit, et concédée comme l'accomplissement d'un devoir. Des voix isolées ont pu protester, des Juifs nombreux ont pu se taire ; les « communautés » elles-mêmes, réseaux serrés d'institutions religieuses, sociales et culturelles, ont fait à tout Juif obligation de soutenir en toutes choses la politique d'Israël et de lui apporter un triple secours : sentimental, politique et matériel. Et malheur aux dissidents ! et honte aux hésitants, présentés et dénoncés comme traîtres au peuple juif, comme complices et continuateurs de l'antisémitisme de toujours, y compris dans sa version hitlérienne². Il n'était, jusqu'à l'éclatement de la guerre au Liban, aucun précédent d'une protestation juive autre que très marginale - et d'ailleurs systématiquement marginalisée. On se trouve, depuis juin 1982, devant une situation nouvelle. C'est, à Paris, une manifestation de cinq cents Juifs qui, devant l'ambassade d'Israël, s'élève contre son agression et, parmi ces protestataires, bon nombre de personnalités ayant toujours manifesté leur attachement à l'Etat hébreu. C'est, aux Etats-Unis, un tiers des rabbins réunis en congrès qui refusent d'approuver les initiatives belliqueuses de l'équipe Begin-Sharon. C'est, en Belgique même, tout à la fois l'impossibilité pour les organisations sionistes d'attirer plus de cent cinquante personnes pour exprimer leur soutien à Israël - résidu pitoyable des grands rassemblements d'antan - et l'éclosion d'un courant important d'intellectuels juifs condamnant sans la moindre ambiguïté l'invasion du Liban et le cortège de malheurs dont Israël est responsable. C'est, enfin, la déclaration commune de trois personnalités juives de stature internationale qui enjoignent l'Etat sioniste de reconnaître le droit des Palestiniens à un Etat indépendant et d'entamer des négociations de paix avec l'OLP : Pierre Mendès-France, Nahum Goldman (ancien président du Congrès juif mondial) et Philip Klutznik (ancien vice-président de la même institution et ancien membre du gouvernement américain).

On aurait tort de tenir tout cela pour des péripéties simplement révélatrices des tensions qui animent – enfin ! - une population juive trop facilement considérée comme un foyer d'agitation intellectuelle et de réflexions critiques. Ce phénomène nouveau a une portée plus générale. Faisant tache d'huile, il peut contribuer à libérer le monde

² Qu'on me passe ce détail autobiographique : pour avoir critiqué - sévèrement il est vrai - les successifs gouvernements israéliens, j'ai été qualifié par un hebdomadaire juif anversois d'« individu qui, si l'âge le lui avait permis, aurait été un des plus fidèles hommes de main des nazis à Auschwitz ». Pas moins.

occidental d'un tabou (savamment entretenu par les Israéliens) : critiquer Tel-Aviv, c'est attaquer les Juifs ; c'est avouer que l'antisémitisme nazi a infecté les consciences ; c'est insulter les victimes d'hier et en désigner de nouvelles à des vindictes toujours prêtes à éclater. Si des Juifs eux-mêmes, connus pour leur attachement à la liberté de tous et à celle d'Israël, marquent leur désapprobation et expriment leur refus, c'en pourrait, à terme, être fini de cette mauvaise conscience qui, mal éclairée et mal dirigée, inspire généralement une mauvaise politique. Le chantage sentimental des responsables israéliens perdrait de sa redoutable efficacité.

Audace et impuissance des colombes

Ne confondons pas le secondaire et le principal. Celui-ci est ailleurs que dans les communautés juives de Paris, de New York ou de Bruxelles. Il est, pour ce qui nous intéresse ici, en Israël même. L'invasion du Liban y a entraîné des divisions profondes. Certes, l'opposition « officielle », celle que représente la « gauche travailliste », a fait preuve d'un conformisme quasi total où des réserves de pure forme ne résistent pas aux coups de boutoir d'un gouvernement que n'arrêtent ni les scrupules, ni le souci de ménager l'opinion publique internationale. La minorité, un peu bousculée, suit, contrainte, incapable en tout cas d'opposer à la politique ultranationaliste et agressive de la droite nationaliste une ligne qui en diffère sensiblement. Au Parlement, les responsables de l'agression n'ont donc rencontré aucune résistance sérieuse. La presse, elle aussi, se range derrière la droite et confond la guerre contre les Palestiniens avec la guerre que mène le Droit contre la terreur. Quand Begin qualifie les hommes de l'OLP d'« assassins », traite Yasser Arafat de « Hitler », il ne risque, en Israël, ni le démenti ni le ridicule. Il caresse seulement son opinion publique dans le sens du poil ; la démesure de son langage - pour ne rien dire de sa pratique - conforte celle d'une population que l'on s'évertue à enfermer dans sa bonne conscience et dans ses quelques idées fixes (les Arabes ne comprennent que le langage de la force – « Il faut tous les tuer ! » disait une Israélienne devant les caméras de la télévision - ; le monde entier nous déteste ; l'OLP est une organisation nazie, etc.).

Mais si le gouvernement israélien triomphe dans la vie institutionnelle, il a rencontré des échecs sérieux dans sa volonté de réunir tout Israël derrière sa politique. Cent mille personnes qui, dans les rues de Tel-Aviv, crient leur rejet de l'aventure sanglante (en pleine guerre : un défi qui n'a guère de précédent, en Israël ou ailleurs) ; des milliers de permissionnaires, retour du front, qui se joignent à ces foules en colère... avant de rejoindre leurs unités ; des dizaines d'officiers protestant publiquement contre les opérations militaires et les bombardements de civils. Il y a là la double démonstration d'une démocratie très remarquable et d'une volonté à laquelle manquent cruellement un programme cohérent et des relais institutionnels. Mais quelle manifestation d'énergie et

de courage ! Un engagement plus net des travaillistes lui aurait donné une force non seulement morale mais politique. A défaut de l'avoir acquise, les « pacifistes » israéliens, quels qu'en soient les mérites - et ils sont grands - laissent le champ libre à une droite dont l'arrogance n'a pas de limites. Elle se permet, par la voix des plus hautes autorités du pays - le premier ministre, le président de la Chambre des députés - d'insulter tous ceux qui critiquent sa politique. François Mitterrand est invité à « demander pardon aux peuples juif et français ». Claude Cheysson est dénoncé comme « le meilleur exemple de l'hypocrisie et de la couardise des dirigeants du monde libre »³. Cette confrontation entre « faucons » et « colombes » dépend en Israël de l'interprétation qui sera faite du bilan d'une guerre. Il est trop tôt pour savoir si elle aura abouti à un triomphe israélien ou seulement à une demi victoire. Dans la première hypothèse, tout ce que l'Etat sioniste compte d'éléments agressifs en sortira renforcé. Cela ne signifierait pas seulement une plus grande intransigeance (encore) vis-à-vis des aspirations à l'autonomie et à l'indépendance des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Il faudrait également s'attendre à voir les dirigeants israéliens viser à un rôle plus actif dans tout le Moyen-Orient. Gendarmes au Liban, ne songeraient-ils pas à répéter leurs exploits ailleurs dans la région, pour le plus grand bien de l'ordre, d'un certain ordre où les faibles retrouvent le sens du respect et les « agitateurs » le goût de la résignation ? Ce qui fait d'Israël un allié remuant mais précieux des Américains, ce n'est pas uniquement le poids du « lobby sioniste », mais également cette aptitude qu'il révèle à combattre la « subversion » et à s'imposer comme force de « stabilisation ».

L'avenir de l'OLP

A la veille d'une échéance souvent reculée et encore incertaine - l'évacuation des forces palestiniennes retranchées à Beyrouth -, comment établir le bilan politique d'une tragédie humaine (et nationale : que deviendra ce Liban écartelé et exsangue ?) ? Personne n'a jamais douté de l'écrasante supériorité militaire des Israéliens et comme elle paraît insolite leur exigence, toujours renouvelée, d'une « sécurité » dont ils jouissent depuis longtemps grâce à la puissance de leurs armes, mais que leurs expéditions chroniques au-delà de leurs frontières refusent à leurs voisins. Cette supériorité a été renforcée par les accords de Camp David : la paix israélo-égyptienne, plutôt que de déclencher une dynamique de détente, a donné aux généraux israéliens une plus grande liberté de manoeuvre en les débarrassant de la hantise d'une guerre sur plusieurs fronts.

Supériorité et victoire militaires pour Israël ? Incontestablement. Mais là ne s'arrête pas le bilan de l'« opération Galilée » et de ses prolongements. L'Organisation de

³ *Le Monde*, 6-8-1982.

Libération de la Palestine n'a pas seulement subi des pertes considérables qui se comptent en milliers de morts, de blessés et de prisonniers - une fraction importante de ses effectifs. L'occupation du Sud Liban, la destruction des camps palestiniens, les pertes infligées à ses habitants, tout cela représente le démantèlement de l'infrastructure de la résistance palestinienne, cet Etat dans l'Etat qu'elle avait constitué au Liban. Il ne fait aucun doute que, de ce point de vue, l'OLP sort très affaiblie de la guerre. D'autant que son départ du Liban entraînera, selon toute probabilité, une dispersion de ses forces. On voit mal comment elle s'adaptera à cette situation nouvelle. En obtenant ces résultats, Israël a marqué des points importants. Il est évident toutefois que certains de ses dirigeants, à la faveur de leurs succès, ont espéré davantage encore et n'ont pas dissimulé leurs ambitions : la destruction de l'OLP, son élimination totale qui devait passer par la liquidation physique de ses cadres et de ses chefs. Un assaut frontal contre Beyrouth aurait probablement permis d'atteindre cet objectif. L'opération eût entraîné des pertes humaines considérables, mais le gouvernement de Begin ne s'encombre pas de scrupules moraux. L'attaque finale contre la citadelle palestinienne n'a pas été livrée. Les artilleurs et les pilotes israéliens ont dû se satisfaire de bombardements terroristes qui démontraient à la fois leur détermination, leur efficacité et leur impuissance. Ces militaires qui tenaient dans leurs mains les atouts de leur victoire n'ont pu abattre leurs cartes. Dans cette machine bien huilée qu'est l'armée israélienne, il y a, quelque part, un mécanisme de blocage. Sa nature est douteuse ; son existence est certaine. Un facteur politique multiforme a privé l'état-major israélien du triomphe décisif. A quoi tient-il ? A un veto américain, discrètement imposé par un Reagan disposé à permettre beaucoup à son encombrant protégé, beaucoup mais pas tout ? A une pression saoudienne dont on dit qu'elle a eu raison, en tout cas, du très beginiste Douglas Haig ? A des représentations discrètes émanant de Moscou, absent de la scène mais pas nécessairement des coulisses ? A la résistance offerte par les fedayin à la pénétration israélienne et qui a pu faire penser que la prise de Beyrouth se payerait d'un prix très élevé ? A des dissensions au sein même de l'opinion israélienne ? Toutes ces considérations ont joué et ont privé Israël d'un triomphe décisif. Victorieux, l'Etat hébreu s'est trouvé politiquement paralysé : l'ennemi honni était là, à portée des canonnières, proie facile et insaisissable et le noeud dont on espérait l'étrangler a dû se relâcher et rendre à une certaine liberté les fedayin mutilés. encerclés, ressuscités. Israël a écrasé l'OLP, l'a affaiblie, mais, malgré son isolement, ne l'a pas vaincue. Quant au degré de cet affaiblissement, là encore l'incertitude demeure grande. Elle se résume à une question pour laquelle il n'y a pas aujourd'hui de réponse : que deviendra la résistance palestinienne dans les prochaines années ?

Il y a longtemps qu'on la sait divisée en une direction hésitante et des groupes qui contestent sa modération. Yasser Arafat incarne cette direction dont les louvoisements ont déjà fait l'objet de nombreux commentaires. Fondamentalement, elle a opté pour la

seule politique réaliste qui ouvre au Moyen-Orient une perspective de paix : échanger la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza contre la reconnaissance d'Israël. Ce choix a pu se dissimuler derrière des formules alambiquées, s'accommoder de démentis, s'accompagner d'une rhétorique contradictoire. Ni les formules, ni les démentis, ni les contradictions de la rhétorique n'ont empêché les « durs », dans le camp arabe, de dénoncer Arafat pour sa « capitulation », de le poursuivre de leur haine et d'organiser contre lui et ses collaborateurs des attentats criminels. Au cours des récents événements, le président de l'OLP a fait, dans la direction qu'il a choisie, quelques pas supplémentaires : soutien d'un plan de règlement franco-égyptien qui n'a évidemment de sens que si Israël est reconnu comme partie, intégrante et légitime, du Moyen-Orient ; accueil positif fait à la proposition de Mendès-France, Goldman et Klutznik pour une négociation entre Israël et l'OLP ; rencontre avec Uri Avneri, personnalité israélienne opposée au gouvernement Begin mais défendant l'idée d'une coexistence entre l'Etat juif et l'Etat palestinien ; assurance écrite, enfin, confiée à une délégation américaine devant qui l'OLP reconnaît les résolutions consacrées par l'ONU à la question palestinienne, y compris celle, nommément citée dans une interview au *Monde*, par laquelle, en 1947, a été créé l'Etat d'Israël. On aurait pu espérer un texte plus explicite encore (« Nous reconnaissons qu'Israël a droit à l'existence » ; « Nous tournons la page du refus et celle d'une reconnaissance implicite et mitigée »). Mais dès lors que, d'avance, les dirigeants israéliens ont affirmé, toutes tendances réunies (droite nationaliste et « gauche travailliste »), que, même en cas de reconnaissance par l'OLP de leur Etat, ils ne négocieraient *jamais* avec la « centrale terroriste » et n'accepteraient *jamais* un Etat palestinien, Arafat n'a pas cru pouvoir aller plus loin : sans profit pour sa politique, il risquait de renforcer le camp de ses propres opposants. Les « petits pas » faits en direction d'Israël ont été repoussés avec dédain par les Américains qui refusent apparemment d'y voir des ouvertures sérieuses permettant de sortir de l'impasse actuelle.

Dans l'état actuel des choses, il faut donc tenir les revers subis par l'OLP comme autant d'échecs encourus par la politique d'Arafat, même si ce dernier a fait preuve, pendant toutes ces semaines, d'un sang-froid exceptionnel. Manoeuvrer et négocier n'est jamais facile pour un chef de guérilleros. Le faire avec, sur la tempe, le canon d'un revolver israélien, est un exploit remarquable.

Il reste ceci qui est sans doute l'essentiel : la dispersion des Palestiniens, si elle se révèle désastreuse pour la poursuite de leur lutte, doit logiquement servir les plus extrémistes de leurs organisations. Celles-ci auront beau jeu d'affirmer que le refus par l'état-major de l'OLP d'user d'une terreur indiscriminée, de même que son rapprochement en direction d'Israël n'ont entraîné qu'hécatombes, déception et défaite. Qu'il faut donc revenir à une tactique de violence extrême dont les attentats meurtriers perpétrés en Israël et dans le monde entier offrent un avant-goût sinistre. La terreur qui

vient de s'abattre sur les camps palestiniens, les villages et les villes du Liban servira de justification à des opérations sanglantes. Arafat, minorisé et battu, s'inclinera ou s'effacera devant ses rivaux. Et l'antisémitisme qu'Israël même aura favorisé, refera - hélas - surface⁴.

Il y a les charniers du Liban et il y a, tout près de nous, les victimes juives de Paris. « Six morts, c'est assez ! » proclamaient les calicots des manifestants sionistes rassemblés dans la capitale française, si normalement choqués par la souffrance des uns, si indifférents à la tragédie qui, avec cent fois, avec mille fois plus de force, frappe les autres. Demain, les tirades indignées accueilleront les gestes de haine que des « desperados » risquent de multiplier. La mémoire des cadavres du Liban suffira-t-elle à museler les hypocrites ?

Les moralistes auront beau jeu de comparer les mérites respectifs de leurs homélies. Il reste une petite chance aux politiques de faire leur travail. Il leur appartient d'arrêter le cycle infernal de la violence en renforçant les Palestiniens les moins portés à un extrémisme sans issue. Alors que les avions et les canons israéliens crachaient la mort, l'idée a surgi de compenser la défaite militaire de l'OLP par un succès politique. Celui-ci consisterait dans sa reconnaissance comme le représentant légitime du peuple palestinien, une telle reconnaissance constituant d'ailleurs la constatation d'un fait bien établi. Prolongeant cette décision, les gouvernements pousseraient à une négociation globale du contentieux israélo-palestinien qui, moyennant les étapes et les aménagements que l'imagination des diplomates pourra concevoir, aboutira à la cohabitation de la Palestine amenée à l'existence et d'Israël ramené à la raison. Il faut beaucoup d'optimisme pour croire à une telle solution. Il faut beaucoup d'aveuglement pour supposer qu'une autre soit possible.

(12 août 1982)

⁴ Je dis « antisémitisme » en cédant à un simplisme facile et quotidien. Mais qui fera la différence entre l'antisémitisme, inacceptable, et la lutte contre Israël, dès lors que cet Etat exige des Juifs dans le monde le soutien de sa politique et que cette exigence est si souvent satisfaite ?